

Le nucléaire sur la sellette

Le Tomite Te rai hau veut dépassionner le débat, mais que le débat ait lieu...

Dépassionner le débat sur le nucléaire tel est l'objectif du Tomite Te Rai Hau "Te ciel en paix", qui donne en Français Comité Paix et Développement.

Les travaux du Comité se sont tenus en août dernier, et, après la communication au Conseil des Ministres, le Tomite Te Rai Hau a décidé de porter public ses travaux pour qu'ils débouchent sur un débat

public, en particulier à l'A.T. Dans cette optique un questionnaire a été élaboré et le Comité espère un retour le plus grand possible. Le Comité regroupe des hommes et des femmes venus d'horizons politiques, religieux et syndicaux les plus divers.

Les réflexions du Comité sont connues : il appartiendra au monde politique de se situer par rapport à ces dernières.

Les conclusions de la réunion du 6 août 1988 du Comité Paix et Développement en 26 points

La paix, fruit de la justice et un développement à la mesure de la Polynésie

Dans le monde : - Partage du savoir et du savoir faire, Justice dans les échanges commerciaux, Mécanismes d'entraide entre les nations, Réduction du surarmement, Affectation des économies réalisées au développement des pays pauvres.

Dans chaque pays (et en Polynésie en particulier) : - Respect des droits de l'homme, Réduction des inégalités entre groupes sociaux, Développement de la démocratie, Mise en place d'une stratégie de développement qui profite à tous.

En Polynésie, les mutations économiques, sociales, culturelles observées au cours de ce dernier quart de siècle, à côté d'aspects positifs, ont entraîné des distorsions, des inégalités criantes, des comportements sociaux, économiques et politiques perversifs, qui sont à la source de très graves tensions au sein de la société polynésienne aujourd'hui.

Cette évolution a été largement accélérée par la mise en place et le développement du "système C.E.P."

Le C.E.P. pose à notre Communauté des questions de 3 types.

1 - Un problème moral portant sur notre complicité dans la mise en oeuvre d'une arme de destruction massive.

2 - Une interrogation d'ordre écologique et médical sur la réelle innocuité des expérimentations nucléaires de Moruroa et Fangataua sur le plan de la santé publique et de l'environnement.

3 - Un héritage économique, politique, social indiscutable dans lequel nos responsabilités de citoyens d'hier et d'aujourd'hui sont engagées autant que celles de nos élus et de l'Etat.

Pour sortir de l'impasse où notre société se trouve aujourd'hui enfermée, nous pensons qu'il est nécessaire de répondre à deux préalables :

1 - Objectiver pour dépassionner

2 - Faire la vérité pour trouver la lumière (Jean 321).

1. Un problème moral. Une civilisation, une société humaine se fonde sur la morale et le droit, c'est-à-dire sur des valeurs et principes.

Aujourd'hui dans notre pays, devant les problèmes essentiels qui se posent à nous (drame de Faaiti, émeute du 23 octobre 1987...), il importe de faire un retour sur les valeurs et les principes qui nous guident. Il apparaît clairement à nos yeux que les sous-basements que nous avons connus depuis quelques mois ne constituent que les premiers symptômes d'un mal qui ronge notre société et qui a profondément atteint ses valeurs. De ce mal nous sommes individuellement responsables dans notre vie privée et collectivement responsables en tant que citoyens.

Le remède à la situation présente concerne en premier lieu le niveau de la morale et du droit, c'est-à-dire le coeur de notre système social.

Orientations générales

- Moraliser la vie publique. Les élus doivent donner l'exemple de la probité, de l'économie et du sens de l'intérêt public. Les idées, les propositions, les critiques doivent pouvoir s'exprimer, se confronter librement et être connues de tous. Les fonds publics issus de l'effort de tous, doivent être contrôlés de manière stricte et approfondie. La transparence doit être la règle dans la gestion des affaires publiques.

1 - Réduire le train de vie des élus territoriaux ou communaux

2 - Instituer un strict contrôle sur la forme et le fond de tous les fonds publics utilisés au niveau de l'Etat, du Territoire, des communes et des associations

3 - Redonner aux services publics leurs moyens d'action amputés et dévoyés par les hommes politiques à des fins partisanes et électoralistes par le truchement d'offices, de fonds, de caisses échappant à tout contrôle démocratique et financier réel

4 - Sanctionner lourdement les détenteurs d'un mandat électif coupables d'abus de pouvoir, de corruption, de détournement de fonds publics de trafic d'influence, d'ingérence

5 - Rendre accessible à tous les citoyens et à tout instant les informations sur le patrimoine et la fortune de tous les membres du gouvernement territorial, tous les élus territoriaux et tous les maires

6 - Réglementer le concours des fonds publics au mouvement associatif dans le strict cadre d'actions d'intérêt général

- Démocratiser les institutions. Les idées, les propositions, les critiques doivent pouvoir s'exprimer, se confronter librement et être connues de tous.

7 - Rééquilibrer les pouvoirs entre le législatif (Assemblée Territoriale) et l'exécutif (Conseil des Ministres)

8 - Donner au Comité Economique et Social un vrai pouvoir de proposition

9 - Rendre accessible à tous les débats sur les grandes orientations politiques : école, santé, fiscalité, développement, culture... et organiser une véritable publicité de ces débats

10 - Organiser et développer les droits de l'opposition politique et faciliter son expression démocratique à l'intérieur des assemblées élues (Assemblée territoriale, conseils municipaux) et dans la presse (presse écrite, radios, télévision...)

11 - Donner à l'expression démocratique des citoyens des moyens publics de financement (financement des partis politiques et des centrales syndicales)

- Respecter l'identité.

12 - Veiller à l'indépendance et à la neutralité des services publics où la compétence des agents doit constituer le seul critère de la promotion et de l'accession aux postes de responsabilité.

13 - Donner enfin à la langue et à la

culture maohi leur place dans la société polynésienne.

II. Une interrogation d'ordre écologique et médical.

Le Comité "Te Rai Hau" a déploré tout d'abord l'absence de transparence au niveau de l'impact des essais nucléaires sur la santé publique et l'environnement.

L'Etat, par son silence, porte ici une lourde responsabilité et a contribué largement à passionner le débat.

Il est temps aujourd'hui d'objectiver pour dépassionner, d'informer pour comprendre et agir dans la bonne direction.

Le comité est persuadé que tous les partis, toutes les églises, tous les groupes économiques, tous les mouvements associatifs, toutes les autorités de l'Etat (siviles ou militaires) acceptent cette démarche.

Dans cet esprit, le Comité a adopté les résolutions suivantes :

1 - La publication des mesures effectuées depuis le début des essais nucléaires à Moruroa et à Fangataua.

2 - L'établissement de contacts entre la Direction de la Santé Publique et le Service de Santé des Armées pour obtenir tous les renseignements médicaux relatifs au suivi des personnels des sites et des populations des îles voisines.

3 - La création à l'échelon territo-

rial d'une structure médicale officielle, chargée de mener une enquête statistique sur l'état de santé de la population.

4 - Le Comité demande dans le cadre de la protection de l'environnement.

- la décontamination de tous les sites ayant accueilli des activités liées aux CEP/CEA (si contamination il y a)

- la réalisation d'une étude d'impact sur la flore et la faune dans les atolls des Tuamotu

- la publication des résultats de recherches effectuées par le CEP/CEA sur les sites contaminés

5 - Le Comité demande également aux autorités du Territoire de faire publier les résultats des investigations entreprises par le commandant Cousteau à Moruroa lors de sa mission aux Tuamotu en mai-juin 1987.

6 - La saisine du Comité Economique et Social, de l'Assemblée Territoriale et du Conseil des Ministres afin que les résolutions du Comité soient examinées par les instances politiques du Territoire.

Suite dans notre prochaine édition : opérations de demain

DEPASSIONNER

Le 06 août 1988, le Comité "Te Rai Hau" organisait une Journée Publique de réflexions relatives aux conséquences économiques, sociales, culturelles et sanitaires des expérimentations nucléaires effectuées en Polynésie Française depuis 25 ans. Lors de la constitution de ce Comité pour la Paix et le Développement le vendredi 22 juillet 1988. Les participants à cette réunion constituant le "groupe des 27" ont convenu que les dérapages dramatiques du 23 octobre 1987 ne constituent que les premières manifestations tragiques d'un malaise. C'est dans le souci d'apporter au Gouvernement Territorial sa contribution active à la réflexion déjà engagée par le Conseil des Ministres dans sa séance du Mercredi 19 Octobre 1988 que le Comité "Te Rai Hau" a décidé de rendre publique le compte rendu des réflexions de la journée du 6 août 1988. En effet, ce document de synthèse a été remis à chaque leader politiques, syndicat et religieux du Territoire sans oublier Monsieur le Haut-Commissaire pour attirer les attentions de chacun face aux réalités du terrain;

Face aux réalités de ce qui est déjà, l'après-CEP, le Tomite Te Rai Hau souhaite que les réflexions qui figurent sur le compte rendu du rassemblement du 6 août 1988 fassent l'objet d'un débat public à l'Assemblée Territoriale. Il s'agit de donner une espérance et une dignité à la Société Polynésienne en objectivant pour DEPASSIONNER.

Il convient, que chaque polynésien et citoyen ne se dresse pas l'un contre l'autre mais fasse la promotion de l'Objectivité, du Travail, de la Responsabilité, du Partage...

En ne perdant pas de vue que s'il n'y a pas de volonté réelle les lendemains seront au désenchantement.

Pour le Tomite Te Rai Hau
Dr Tahiatia Howell

Document de base sur le nucléaire (Suite)

Une réflexion qui devrait servir de base à un débat populaire

Nous publions la suite du long document de travail du Tomite Te Rai Hau (Comité Paix et Développement). La diffusion la plus large possible de ce texte tient dans sa réflexion sur le nucléaire, sujet brûlant dans notre Territoire, réflexion qui devrait nourrir, comme le souhaite le Comité, un débat public.

Rappelons que le Tomite Te Rai Hau regroupe des hommes et des femmes venus d'horizons politiques, religieux et syndicaux les plus divers.

III. Un héritage économique, social et politique.

"Une économie qui se fonde sur la consommation et néglige la production conduit à une société dépendante et à un citoyen assisté, plus enclin à revendiquer ses droits qu'à assumer ses devoirs. Plus la consommation s'accroît, plus le pays sombre dans la crise, la dépendance extérieure, plus l'injustice devient criante, plus les tensions internes menacent la cohésion de la communauté".

Orientations générales

- Gérer dans le temps, investir sans gaspiller.

1 - Situer toute démarche, tout projet dans la durée.

2 - Redonner à la planification tout son sens dans la démarche du développement, aussi bien au niveau gouvernemental pour les projets à l'échelon territorial qu'au niveau du plus petit projet communal, associatif ou dans l'entreprise.

3 - Arrêter toute mobilisation de moyens publics qui n'entrent pas dans le cadre précis d'un projet de développement au profit de la collectivité.

4 - Donner la priorité absolue à l'effort d'investissement public et privé.

5 - Promouvoir l'économie d'énergie, de moyens financiers et humains, de temps et de matière première.

- Responsabiliser le citoyen.

"Une société où prévaut l'assistance conduit le citoyen à ne revendiquer que ses droits et à refuser d'assumer ses devoirs. Donner à chacun le goût d'exercer des responsabilités chaque jour plus importantes, le goût du service bien fait, la planification des projets, des objectifs, des programmes, et l'obligation d'en évaluer périodiquement les résultats.

6 - Faire prendre conscience au citoyen que tout service, coûte à la collectivité donc coûte à chacun : distribution de l'eau, construction de routes, financement des cantines scolaires, etc...

7 - Transformer la fiscalité en introduisant un impôt sur le revenu qui fait participer directement et de manière explicite le citoyen au financement des services publics.

8 - Chaque citoyen doit être amené à comprendre que ses droits sont liés à des devoirs.

9 - Privilégier la participation du Territoire plutôt que de tendre la main à tout propos en direction de la France. Le développement doit devenir l'affaire de tous les citoyens qui doivent

et de l'efficacité du travail.

21 - Refuser une formation au rabais ; une "océanisation des cadres" démagogique ne peut conduire qu'à un résultat inverse du but recherché.

La pénurie dramatique de cadres polynésiens constatée actuellement ne pourra trouver une solution réelle que dans l'amélioration des performances du système scolaire, particulièrement pour les enfants d'origine polynésienne.

- Partager la richesse - rassembler la communauté.

"L'inégalité, l'accroissement des écarts de revenus entre groupes sociaux, le sentiment que l'organisation économique, sociale et politique du pays est conçue pour favoriser une minorité, le sentiment d'exclusion et de marginalité qui gagne une partie de la jeunesse sont les fruits amers et dangereux qui se sont développés à la faveur du système CEP et d'une gestion égoïste et à courte vue de notre pays".

Rien n'est plus urgent que de rétablir une certaine équité, favoriser une meilleure répartition des charges et des richesses, un partage plus juste du savoir, des ressources et du pouvoir afin que chacun puisse adhérer et se sentir membre d'une communauté fondée non sur l'égoïsme et l'exclusion par l'argent mais sur le partage, la solidarité et la primauté de l'homme".

22 - Restreindre les écarts

entre hauts salaires et bas salaires, entre conditions de travail et de rémunération, entre fonction publique et secteur privé.

23 - Partager la richesse entre les différents archipels, favoriser le développement des îles une décentralisation des services, par une attention portée à la qualité des services, par la création de pôles de développement secondaires dans les archipels, par la restructuration des transports intrinsulaires autour de ces pôles secondaires, par des injections massives et planifiées de crédits publics d'investissement, par une politique fiscale en faveur des investissements privés décentralisés.

24 - Dépasser les revendications catégorielles des corporations les mieux structurées pour améliorer les droits sociaux des catégories de travailleurs les moins défendues.

25 - Mettre un terme à toutes les rentes de situation qui accroissent les écarts entre catégories d'un même groupe social et qui constituent parfois une véritable insulte au sens de l'équité.

26 - Développer toutes les activités conduisant à un vrai dialogue des cultures, à une expression authentique d'une communauté pluriculturelle mais rassemblée par un même système de valeurs.

- L'exigence démocratique.

"Le flux des transferts finan-

ciers de l'Etat, argument essentiel du "système CEP" a donné brusquement aux groupes dirigeants du pays (classe politique élites économiques...) de moyens financiers fabuleux. L'absence des intérêts de classe et des égoïsmes individuels ont généré des situations parfaitement scandaleuses aux yeux de tout observateur étranger. De plus, cette politique de "l'argent facile" a dévoyé complètement le sens des priorités économiques sociales, culturelles.

Il est grand temps de retrouver le sens de la mesure, de redéfinir la nature des vrais besoins et de remettre de l'ordre dans nos choix".

Au delà des orientations générales,

- le Comité "Te Rai Hau" demande au Gouvernement du Territoire, l'organisation avant juillet 1989, d'une consultation populaire sur la poursuite ou l'arrêt des expérimentations nucléaires en Polynésie Française ;

- Le Comité dans un souci d'équité, considère que seuls les résidents peuvent participer à cette consultation ;

- A l'issue de cette consultation et dans le cas où le résultat du scrutin serait défavorable à la poursuite des essais nucléaires le Comité demande l'arrêt immédiat des expérimentations.